NAP n° 13 – janvier 2014

Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

PROCESSUS DE PAIX ENTRE LES DEUX SOUDAN : INCERTITUDE DANS LA GOUVERNANCE DES REVENUS DES HYDROCARBURES

par François Vandendriessche
vandendriessche.f@gmail.coms

François Vandendriessche a un MASTER en gestion et finance internationales. Il a travaillé pour diverses organisations non gouvernementales françaises au Tchad et au Sud-Soudan.

Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix
www.thinkingafrica.org • contact@thinkingafrica.org

Mots clés : Soudan, Sud et Nord, conflit, hydrocarbures, refugiés

INTRODUCTION

Le 9 juillet 2011, le Soudan du Sud devint officiellement le 54e Etat africain à la suite de sa partition d'avec la République du Soudan, partition très largement plébiscitée par les Soudanais du sud lors du référendum d'autodétermination organisé au début du mois de janvier 2011 (99,57 % de votes favorables à l'indépendance du pays dans les états du sud[1]). Ce référendum fit suite aux accords de paix de 2005 qui mirent fin à deux guerres civiles terriblement meurtrières entre le Nord, arabophone et qui tenta longtemps d'islamiser l'ensemble du pays, et le Sud en quête de plus d'autonomie vis-à-vis de Khartoum. Il entérina la création du Soudan du Sud, un Etat majoritairement chrétien et animiste et qui choisit pour capitale Djouba. Pourtant, l'indépendance des deux pays n'a pas réglé l'ensemble des conflits qui les opposaient. Et si l'intervention dans ces conflit de la part des deux Etats se fait aujourd'hui parfois de manière moins frontale et plus subtile que par le passé, elle contribue à entraver l'accès à une paix durable dans la région.

ABIYEI : UNE RÉGION AUX FRONTIÈRES INDÉFINIES

Le jour de l'indépendance, la question de l'appartenance d'Abiyei, zone frontalière des deux états, modérément riche en pétrole en eau et en pâturages, resta en suspens. A la fin du mois de mai 2011, le MPLS-N (Mouvement de Libération du Peuple Soudanais – Nord), un groupe armé dans le Sud du Soudan qui conteste l'autorité du président soudanais Omar El-Béchir dans la région s'est violemment opposé à l'armée régulière soudanaise. Les combats ont depuis continué dans la zone et les bombardements par l'armée régulière provoquent encore aujourd'hui la fuite de nombreux civils. Malgré la présence d'une zone officiellement non-militarisée, la région est très régulièrement en proie aux violences.

Or, pour endiguer ces violences, l'organisation d'un référendum sur le statut d'Abiyei pourrait permettre de statuer sur le rattachement définitif de la région à l'un des deux Etats. Mais ce référendum a, jusqu'à maintenant, constamment été repoussé car «l'identité» de ses participants fait débat. D'un côté, le Soudan du Sud souhaite que seuls les Dinkas, (ethnie majoritaire sud-soudanaise dont Salva Kiir, l'actuel Président est issu) participent à ce vote car ils vivent dans la région d'Abiyei toute l'année. De l'autre, le Soudan aimerait que les Misseriya, des nomades qui viennent du Soudan et qui s'installent dans la région pendant la saison sèche, y soient également autorisés[2]. A la fin du mois d'octobre 2013, les Dinkas y ont organisé leur propre scrutin dont les Misseriya étaient exclus et qui a remporté une adhésion massive en faveur du rattachement d'Abiyei au Sud-Soudan, mais aucun des deux pays n'a reconnu les résultats de ce vote[3].

UN DIFFICILE PARTAGE DES REVENUS DU PÉTROLE

Les experts internationaux estimaient que le pétrole représentait près de 80 % des exportations du Soudan unifié avant sa partition en deux pays. Les réserves pétrolifères sont très majoritairement situées au Soudan du Sud mais les sites d'exploitation sont localisés au Soudan. Le pétrole est donc extrait au sud puis acheminé et exploité au nord. Dans ces conditions, le partage des revenus du pétrole est une source intarissable de conflits : conflits directs dans la région d'Heglig en avril 2012, négociations âpres entre les deux voisins sur les prix de vente, taxation élevée du nord considérée injuste par le sud… Pourtant, la coopération à ce sujet est un enjeu stratégique pour les deux Etats : le Soudan s'est longtemps servi de cette ressource pour alimenter son industrie et renforcer son pouvoir mais, en cédant 75 % de la production du brut au sud, il a grandement réduit ses exportations et a perdu une partie importante de ses recettes tout en augmentant sa dépendance envers le sud. La hausse des prix des produits pétroliers de 66 % [4] liée à la baisse de leur subvention a d'ailleurs provoqué à la fin du mois de septembre 2013 de violentes manifestations dans la capitale soudanaise. Le Soudan du Sud est, quant à lui, moins dépendant des ressources pétrolières : seule une minorité de la population sud-soudanaise en profite pour le moment. Toutefois, les seuls oléoducs permettant l'exportation du pétrole sont ceux qui relient le sud au nord. Des projets permettant de relier les sites d'extraction à des sites de production au Kenya sont régulièrement mentionnés mais sans résultat concret pour l'instant. Tant que le Nord ne se sera pas résigné à trouver de nouvelles sources de financement et que le Sud sera dépendant des infrastructures du Nord, les conflits politiques ou militaires entre les deux Etats pour le contrôle du pétrole risquent de se reproduire.

LES EXACTIONS COMMISES DANS L'ÉTAT DU JONGLEI ET LE SOUTIEN DE KHARTOUM AUX REBELLES DU SUD

Dans la courte histoire du Soudan du Sud, un Etat tout particulier cristallise les tensions intercommunautaires : il s'agit du Jonglei, plus grand état du Soudan du Sud localisé à l'est du pays et ayant pour capitale

la ville de Bor. Deux ethnies s'opposent dans cette région de manière régulière : les Nuers et les Murles partiellement nomades qui s'y installent en période de sècheresse. Ces conflits ont été récemment très exacerbés par les actes de David Yau-Yau, lui-même originaire de la communauté Murle et chef d'un mouvement d'insurrection contre l'actuel gouvernement de Djouba. Or Khartoum est fortement suspecté de soutenir indirectement David Yau-Yau en lui fournissant des armes dans son combat contre les dirigeants sud-soudanais. Un rapport[5] émis par l'organisation suisse « Small Armey Survey » révèle que les armes utilisées dans le conflit proviennent bien de l'armée soudanaise. Khartoum a démenti cette accusation.

LA LENTE FERMETURE DU CAMP DE RÉFUGIÉS DE YIDA

Accolé à la région problématique d'Abiyei et séparé du Soudan du Sud par les monts Nouba, le Sud Khordofan est également sujet à des combats réguliers entre l'armée soudanaise et les rebelles du MPLS-N. Les moyens engagés par l'armée soudanaise sont conséquents : troupes au sol et bombardements. Les habitants du Khordofan vivent dans une insécurité quotidienne à cause de ces bombardements qui font de nombreuses victimes civiles et qui détruisent également les zones cultivables. Ils sont responsables de la fuite de nombreux Soudanais au-delà des montagnes, à quelques kilomètres de la frontière, vers le camp de réfugiés de Yida. Ce dernier regroupe à la fois des civils venus d'Abiyei et du Sud-Khordofan, mais également des Soudanais du Sud qui vivent au Soudan et qui, depuis l'indépendance, risquent d'être apatrides si aucun des deux pays ne leur reconnait une nationalité. Ce camp a un statut légal très particulier. Il a été établi spontanément par ces réfugiés puis son administration a été reprise en main par le HCRNU (Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies). Depuis lors, le HCRNU a décidé de le qualifier de camp de transition et cherche à le faire fermer à cause de son insécurité. En effet, le camp de réfugiés de Yida est toujours extrêmement proche de la frontière avec le nord et reste donc menacé par une possible extension du conflit (il a d'ailleurs subi des bombardements en 2011[6]). Par ailleurs, Khartoum accuse, à raison, les miliciens du MPLS-N et l'armée régulière sud-soudanaise d'organiser des recrutements forcés au sein même du camp et certains observateurs considèrent que ces mêmes miliciens du MPLS-N viennent parfois s'y réfugier, mettant potentiellement en danger la vie des civils qui y vivent. Afin de réussir à fermer ce camp, le HCRNU tente de relocaliser les réfugiés vers un autre lieu d'accueil, le camp de réfugiés d'Ajuong Thok, situé à une centaine de kilomètres de celui de Yida et mieux sécurisé. Mais c'est un processus extrêmement lent pour diverses raisons. D'abord, certains réfugiés ne souhaitent pas s'éloigner de la frontière[7] pour pouvoir repartir rapidement vers le Sud-Khordofan s'ils le souhaitent. Ensuite, un vrai débat idéologique oppose le HCRNU à ses organisations partenaires. Certaines ONG refusent d'intervenir sur Ajuong Thok dans la mesure où elles considèrent très justement que la situation humanitaire est bien plus critique à Yida qu'à Ajuong Thok à cause, entre autres, du déséquilibre entre les énormes besoins nécessaires sur Yida et ceux mis en œuvre sur Ajuong Thok qui regroupe pourtant très peu de réfugiés pour le moment. Pour continuer à déplacer les réfugiés vers Ajuong Thok, le HCRNU met en place des mesures strictes souvent dénoncées par les réfugiés et certaines organisations internationales : impossibilité de recevoir des rations de nourriture sur Yida pour tout nouvel arrivant, relocalisation de certains services de base de Yida vers Ajuong (les écoles entre autres), diminution du nombre de partenaires et des attributions de fonds sur le camp de Yida… Le processus de relocalisation est certes en marche, mais il se fait à un rythme très lent (en novembre 2013, on dénombrait encore 60 000 réfugiés sur le camp de Yida contre seulement 5 000 sur celui d'Ajuong Thok)

Si la séparation des deux Soudan a permis de mettre fin à une longue guerre civile, l'espoir d'une paix durable reste illusoire tant les problèmes à régler restent nombreux. L'enjeu de le paix dans la région est double. Politiquement, le Soudan a tout intérêt à parvenir à une trêve avec son voisin du Sud pour se concentrer sur ses problèmes sociaux internes. De son côté, le Soudan du Sud, très jeune Etat encore, doit offrir à ses citoyens la paix avec le Nord pour se permettre d'acquérir la stabilité qui lui manque et lancer son développement en matières d'infrastructures et de services publics. La résolution des différents points évoqués ci-dessus est primordiale sur le plan économique. En tant qu'Etat unifié, l'ancien Soudan aurait pu bénéficier des conditions pour entrer dans l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE) qui lui aurait permis d'abaisser drastiquement le montant de sa dette (évaluée à plus de 30 milliards de dollars en 2010 soit à peu près l'équivalent de son PIB annuel d'alors). Mais tant que la question des frontières dans la région d'Abiyei ne sera pas réglée, les créanciers des Soudan refuseront de négocier l'annulation de la dette d'un pays comme de l'autre, handicapant de fait leur possible envolée économique.

BIBLIOGRAPHIE

1. Résultats officiels des votes du référendum d'autodétermination du 9 au 16 janvier 2011, page 13 http://southernsudan2011.com/sites/default/files/Final_Results_Report_20110206_1512.pdf

2. Une semaine en Afrique – Soudan Abiyei, au cœur du problème. France24, émission du 6 juin 2011.

3. Soudans/Abyei, fin d'un scrutin à sens unique et à hauts risques, Nicolas Champeaux, RFI, 30 octobre 2013.

4. Soudan, violentes manifestations contre la hausse du prix du pétrole, Le Monde.fr, 24 septembre 2013.

5. "My neighbour, my Enemy", rapport officiel du Small Armey Survey sur la situation au Jonglei

6. South Sudan's Yida Refugee camp : place of refuge and peril, Darren Fenwick, enoughproject.org, 20 novembre 2012.

7. Les réfugiés hésitent sur le transfert vers un nouveau camp au Soudan du Sud, site internet du HCRNU, 17 avril 2013